

Meyer, Stephen M., *The Dynamics of Nuclear Proliferation*.
Chicago, The University of Chicago Press, 1984, 245 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701860ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701860ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1985). Compte rendu de [Meyer, Stephen M., *The Dynamics of Nuclear Proliferation*. Chicago, The University of Chicago Press, 1984, 245 p.] *Études internationales*, 16(2), 441–442. <https://doi.org/10.7202/701860ar>

MEYER, Stephen M., *The Dynamics of Nuclear Proliferation*. Chicago, The University of Chicago Press, 1984, 245 p.

La prolifération nucléaire, est-elle inévitable? Quand on parle de prolifération, s'agit-il uniquement d'armements nucléaires? Y-a-t'il un lien entre centrales et armements nucléaires? Quels sont les mobiles qui encouragent un pays à choisir « l'option nucléaire »? Stephen M. Meyer nous offre des réponses à toutes ces questions par une présentation fort rigoureuse de la problématique de la prolifération nucléaire.

Il y a d'abord un problème de définition. Que veut dire « l'option nucléaire » (« *going nuclear* »)? Est-il question uniquement de possession de réacteurs nucléaires (qui rendent possible la manufacture d'armes nucléaires) ou faut-il avoir fait des essais nucléaires? En 1982, seulement six pays avaient fait des essais nucléaires alors que 43 pays possédaient des centrales nucléaires. L'auteur signale de surcroît que depuis 1940 dix-huit pays ont décidé de lancer un programme d'armements nucléaires; tous les programmes n'ont pas abouti, certains ont été abandonnés alors que dans d'autres cas, ils ont été reportés à plus tard. Ces faits signalent déjà le besoin de poser les bonnes questions et de créer les distinctions nécessaires qui permettent de juger si un pays cherche vraiment à devenir une puissance nucléaire. Aussi l'auteur signale-t-il que dans les études sur cette question, il y a trois hypothèses pour expliquer pourquoi un pays choisit l'option nucléaire; d'abord l'impératif technologique: dès qu'un pays a la technologie, il deviendra, par la force des choses, une puissance nucléaire; ensuite les impératifs politiques et militaires: un pays menacé recourt à la technologie nucléaire pour se défendre; enfin le concours de circonstances: la technologie et les raisonnements suffisent à un moment donné pour qu'un pays choisisse l'option nucléaire.

L'auteur concentre son analyse sur deux séries de problèmes: les bases technologiques et les motivations (*motivational basis*) de la prolifération nucléaire. Il devient vite clair que la possession d'une centrale nucléaire ne si-

gnifie pas nécessairement le passage à la possession d'armes nucléaires. Il y a en fait un grand fossé entre ces deux capacités qui doit être comblé par des essais, puis une capacité de livraison, enfin une infrastructure technologique pour le maintien de l'armement nucléaire. Néanmoins l'auteur nous signale qu'il faut reconnaître que certains pays, s'ils n'ont pas choisi l'option nucléaire (comme le Canada) possèdent par contre la capacité latente d'opérer ce choix. Quels sont les motivations qui encourageraient un pays à choisir cette option?

L'auteur nous offre une analyse fort intéressante des facteurs politiques qui servent de motivations aux pays qui ont choisi l'option nucléaire: encouragements tributaires de la politique internationale, comme par exemple le prestige, besoins militaires et sécuritaires et enfin besoins politiques internes. D'après les écrits sur la question, il y a vingt facteurs politiques qui encouragent alors que seulement neuf découragent l'option nucléaire. Il en résulte quinze conditions liées à la décision de choisir ou de rejeter l'option nucléaire.

Selon l'auteur, l'histoire de la prolifération nucléaire nie l'existence d'un impératif technologique qui la cause. Il reconnaît toutefois que la technologie est une condition nécessaire pour la prolifération, mais elle n'est pas suffisante. Ce qu'il faut donc voir de plus près, se sont les motivations. Celles-ci peuvent être examinées si au départ on arrive à définir ce que l'auteur appelle la susceptibilité à l'option nucléaire (*nuclear propensity*). Ainsi, plus la susceptibilité est grande, plus il y a des chances d'une décision en faveur de l'option nucléaire. Ce que l'auteur fait, c'est d'étudier le lien entre motivations et susceptibilité dans les cas où il y eut une décision en faveur de l'option nucléaire. Les exemples qu'il offre sont les suivants: 1) unification de la capacité technique aux motivations: la Grande-Bretagne, l'Afrique du Sud et Israël; 2) unification des motivations à la capacité: la France, l'Inde, la Corée du Sud, le Brésil, l'Argentine, Taïwan, le Pakistan, Iraq et la Lybie. L'étude de chaque cas est intéressante, ne serait-ce parce que les résultats ne sont pas

toujours les mêmes. La conclusion reste toutefois simple et évidente: ce sont les motivations d'ordre politique et militaire qui sont la vraie cause de la prolifération nucléaire.

D'aucuns pourraient voir dans cette étude rien d'autre que la confirmation d'une réalité évidente qu'il n'est pas nécessaire d'osciller avec des méthodes autres que le bon sens et l'intuition politique. Il est vrai que les conclusions n'ont rien d'étonnant. Néanmoins la démarche en a valu la peine, ne serait-ce par les distinctions qu'elle impose. Aussi nous permet-elle d'être plus sensible à la réalité internationale puisqu'elle est à la fois la cause et la victime du phénomène de prolifération nucléaire. Pour cette raison, cet ouvrage mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la société internationale.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
York University, Collège Glendon, Toronto*

AMÉRIQUE LATINE

DUPOY, Georges. *La chute d'Allende*. Paris, Éditions Robert Laffont, 1983, 321 p.

Voici un excellent ouvrage, bien documenté et proposant une évaluation fort pertinente des personnages et des événements qui ont conduit à l'ascension et à la chute de Salvadore Allende, le premier chef d'État marxiste au monde à avoir été élu par la population.

Allende accéda aux fonctions politiques suprêmes au moment de l'élection du quatre septembre 1970, alors qu'il ne devança son plus proche adversaire que par moins de 1,5 pour cent. Entre cette victoire et le coup d'État du 11 septembre 1973 mené par le général Augusto Pinochet, Allende et ses partisans – les « visionnaires égalitaristes » comme ils se nommaient eux-mêmes fièrement – effectuèrent des réalisations impressionnantes qui améliorèrent grandement les conditions de vie de milliers de leurs concitoyens. Le chô-

mage fut réduit de quarante pour cent – passant de 8,5% à 5,2% de la population active – et l'inflation fut ramenée de son niveau ruineux de 35 pour cent à un niveau plus raisonnable quoiqu'encore relativement élevé de 18 pour cent. Une réforme agraire fut entreprise sur l'ensemble du territoire et le système national d'éducation fut révisé et modernisé, entraînant une baisse significative du taux d'analphabétisme. Seize institutions bancaires nationales et étrangères furent placées sous contrôle gouvernemental, tandis que les industries de téléphone, du textile et de l'électronique durent se conformer aux exigences du programme de curatelle publique du gouvernement. Enfin, les grandes entreprises industrielles (dont celles du charbon, du fer, du nitrate et du cuivre, ainsi que les raffineries) furent rachetées par l'État et nationalisées.

Malgré l'incontestable contribution d'Allende au mieux-être de la société chilienne, un autre aspect – moins connu – de son administration n'est pas aussi louable. Allende commit l'erreur de refuser d'écouter quiconque ne partageait pas son idéal socialiste pour l'avenir du Chili. Il retira à ses opposants politiques tout droit à la participation électorale et accusa ses détracteurs – qui, dans la grande majorité des cas, étaient des hommes et des femmes de bonne volonté ayant des idées sensées – d'être des agents de l'impérialisme américain. Avec cette « stratégie irresponsable », écrit Dupoy, Allende empêcha la démocratie de s'épanouir au Chili et discrédita les institutions politiques du pays aux yeux du monde extérieur. (p. 11).

Dans la dernière partie de son ouvrage, l'auteur analyse les origines et les conséquences du coup d'État de 1973. Bien qu'il blâme sévèrement les États-Unis pour son intervention injustifiée dans les affaires internes du Chili, Dupoy soutient que le rôle d'agent provocateur attribué aux Américains dans cette sanglante histoire a été « largement exagéré » et porté au-delà de toute proportion réaliste (p. 314). Les doléances et les critiques légitimes formulées contre les fréquentes attitudes anti-démocratiques d'Allende étaient réelles et non concoctées dans les bureaux clandestins de la CIA. La participation américaine aux multiples événements qui culminèrent avec la